

JEAN PAUL HAMON, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS DE FRANCE

# SOS médecine libérale

Jean-Paul Hamon, président de la fédération des médecins de France, est le coauteur de «La fin de notre système de Santé? Le trou de la sécu fait aussi des heureux» chez Albin Michel. Il était ces jours-ci à La Réunion pour poursuivre son combat contre la loi «santé».

– Que venez-vous faire à La Réunion?

– Rencontrer les médecins, les patients, leur parler des contre-propositions que nous faisons dans le livre que nous venons de publier avec Daniel Rosenweg «La fin de notre système de santé?» et aussi préparer les élections professionnelles du 12 octobre 2015.

Je viens entendre les médecins et prévenir les patients de ce qui les attend à cause de la loi Touraine. Cela va aggraver les conditions de travail des médecins et mettre à mal le secret médical du fait de la généralisation de l'Open Data.

Les données médicales des patients seront désormais connues des financeurs, mutuelles et assurance, et les médecins seront sous la pression des payeurs assurances et Sécurité sociale,

– Quels sont les principaux points que vous contestez par rapport à cette loi «santé»?

– Le pays avait besoin d'une réforme du système de santé. Mais la déception est grande car la loi Touraine ne répond pas aux besoins. Le nombre des médecins libéraux est en chute.

En France, en 2014 pour 19 départements à la retraite en médecine libérale, il n'y a que 2 installations : il y a donc urgence.

Le déficit de la Sécurité sociale se creuse encore de 12 milliards cette année. La dette que nous allons transmettre à nos enfants est maintenant de 200 milliards.

Aucune mesure n'est prise pour réduire les dépenses en

médicaments qui sont de 12 milliards plus élevées qu'en Italie et en Allemagne. Rien n'est fait pour réduire les dépenses hospitalières qui sont de 25 milliards supérieures à l'Allemagne.

La Sécurité sociale dépense, selon l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales), 3 milliards de trop en frais de gestion. Elle s'occupe de faire de la santé en voulant surveiller les diabétiques, les hypertendus et les asthmatiques pendant qu'on demande aux médecins de faire de l'administration avec le tiers payant généralisé. Ce pays marche sur la tête.

## Pour une médecine de qualité et indépendante

– Ce ne sont donc pas les médecins libéraux qui creusent le trou de la Sécu...

– Bien sûr que non. Rien n'est fait pour éduquer la population au bon usage de l'hôpital : l'IGAS, encore elle, souligne que 12 millions de passages aux urgences relèvent de la médecine de ville et le mode de financement des urgences fait que chaque passage rapporte 250€ via les MIGAC (mission d'intérêt général) au directeur de l'hôpital.

Le coût pour la collectivité est de près de 3 milliards.

– Allez-vous continuer à manifester contre la loi de Marisol Touraine ou l'accepter



Jean-Paul Hamon (à gauche) : «Le patient qui verra disparaître son médecin de proximité et qui sera soigné par un médecin dépendant des caisses verra tout de suite la différence». (Photo Philippe Chan Cheung)

maintenant qu'elle a été adoptée?

– La loi n'est pas encore adoptée : il y a eu un premier vote des députés et le projet de loi doit maintenant passer au Sénat. Il y aura des recours au Conseil constitutionnel voire à la Cour Européenne. Le combat

n'est pas terminé et les décrets d'applications ne sont pas prêts de sortir!

– Quelles actions peuvent mener les médecins de La Réunion?

– Les médecins de la Réunion que nous avons rencontrés sont aussi déterminés et

demandeurs d'actions. Beaucoup nous ont exposé leurs difficultés concernant le tiers payant qui, certes satisfait le patient, mais est très difficile à gérer pour le médecin qui perd un temps considérable pour récupérer une partie de ses honoraires et je dis une partie car 15% ne sont jamais récupérés à cause de la mauvaise gestion notamment des mutuelles, la MGP et du RSI.

Les médecins de La Réunion nous ont demandé comment participer au blocage sanitaire de l'île quand la loi repassera au Sénat en septembre.

Les médecins ne veulent pas perdre ce qu'il leur reste d'indépendance et ça n'est pas un combat corporatiste car le patient qui verra disparaître son médecin de proximité et qui sera soigné par un médecin dépendant des caisses verra tout de suite la différence.

La grève sanitaire dès le mois de septembre sera une crise à ne pas sous-estimer. Médecin

c'est un métier passionnant, mais très dur, car nous sommes confrontés quotidiennement à la maladie, à la souffrance et à la mort et les médecins se suicident deux fois et demie plus que la moyenne nationale.

– Arrivons-nous à la fin de notre système de santé comme le suggère votre livre?

– Brigitte Dormont une des principales conseillères santé du Parti socialiste s'exprimait sur France Culture le 17 avril et résumait la pensée de Marisol Touraine : «Le tiers-payant risque de faire disparaître la médecine libérale et c'est une bonne chose».

Je ne sais pas si la disparition de la médecine libérale sera une bonne chose pour les patients et je suis venu leur demander d'être attentifs et de nous soutenir dans notre combat pour une médecine de qualité, indépendante où le secret médical est respecté.

Interview : Lorenza NADAL et Franck CELLIER

## Le CSMF contre le tiers payant obligatoire

En visite à La Réunion jusqu'à mardi, Jean-Paul Ortiz, président de la Confédération des syndicats des médecins français (CSMF) multiplie les rencontres pour parler des conséquences de la loi santé, adoptée dernièrement par l'Assemblée nationale, tant pour les patients que pour le système de la médecine libérale.

Une loi qui se caractérise selon lui «par la mainmise de l'Etat» sur l'ensemble du système de santé. «L'Etat veut tout bureaucratise, l'Etat veut tout administrer. Ça, on n'en veut pas. La paperasse ça suffit. Cette loi est très loin de ce qu'on devrait faire pour le pays en terme de santé», insiste-t-il.

Seul syndicat à avoir participé à la commission des affaires sociales, le CSMF estime qu'il est toujours possible de modifier cette loi qui doit encore passer devant le Sénat.

«La mobilisation de ces dernières semaines a permis quelques modifications comme la vaccination par le pharmacien. Nous pensons que cette loi peut encore être amendée, pour cela on compte sur les sénateurs – notamment ceux de La Réunion – car cette île mérite une attention particulière en terme de santé».

La première partie du séjour dans l'île de Jean-Paul Ortiz a été consacrée à des rencontres avec les autorités sanitaires de l'île. Notamment le directeur



Jean-Paul Ortiz et Christine Kowalczyk de CSMF Réunion. (Photo Raymond Wae-Tion)

du CHU Félix-Guyon et la directrice de l'Agence régionale de santé (ARS). Le président du CSMF est également intervenu auprès des professionnels de la région nord-est. A compter de demain, il sera dans le sud-ouest pour deux jours. Avant de reprendre l'avion pour Paris.

Affirmant son hostilité au «caractère obligatoire» du tiers-payant, il met en garde tout le monde contre l'arrivée

«des payeurs», c'est-à-dire les mutuelles, dans la gestion de la santé publique.

«C'est une dérive extrêmement dangereuse. Dans dix ou quinze ans, ces mutuelles vont peut-être obliger le patient à prendre un médecin qui figure sur sa liste comme ça se fait actuellement dans le monde de la réparation automobile ou dans l'optique. Ça veut dire aussi que le médecin ne pourra plus prescrire le médicament

dont a besoin le patient pour des raisons économiques. Cette loi ne répond pas aux défis que nous avons à relever en France en terme de santé».

Jusqu'en juillet, date à laquelle cette loi sera examinée au Sénat, le CSMF entend maintenir la pression sur le gouvernement en dénonçant les «conséquences néfastes» tant pour les patients que pour la médecine libérale.

M.Z

**ARRIVAGE POTERIE**

Conseils de pros et prix minis

ISO 14001

**Pépinière du Musée**  
Villèle - Saint Gilles les Hauts  
06 92 87 38 19